



Palestine

Solidarité

50

octobre 2014 | 3 €

Après Gaza ?

Avec la dictature de l'immédiat et l'absence de volonté d'affronter des questions qui dérangent, l'horreur de Gaza s'est éloignée très vite de l'agenda médiatique. Mais ne nous y trompons pas : nous ne sommes qu'en apparence « après » Gaza. Rien de ce qui s'est joué cet été n'est réglé. La bombe à retardement est là : le maintien d'un blocus inhumain avec une situation humanitaire catastrophique, des dégâts sans précédent, et pour seul horizon celui d'un nouveau massacre à plus ou moins brève échéance.

Nous avons tout au long de l'été crié notre indignation devant l'agression et tout autant devant ce que furent les premières paroles de F. Hollande, réclamées et obtenues par Tel Aviv et prises pour ce qu'elles étaient : rien moins qu'un feu vert à Netanyahu. La vigueur de l'indignation et de la mobilisation en plein été a rendu intenable une position si caricaturale.

Nous avons constaté en août une inflexion des positions verbales du Président comme du Ministre des Affaires étrangères : il a été question de carnage, de responsables de massacres qui devraient répondre de leurs actes, de levée du blocus et de la nécessité d'imposer une solution politique. Ce n'est pas rien. Sauf qu'il ne s'agit à ce jour que de paroles.

Or où en sommes-nous aujourd'hui ? Le moins qu'on puisse dire est que les choses ne bougent pas dans le bon sens. Le report d'un mois des discussions du Caire sur la levée du blocus, n'a guère provoqué de réaction, un peu comme si on était là dans l'ordre des choses. La population palestinienne n'a qu'à attendre encore et encore...

Mauvais remake des innombrables ajournements qui ont mené à l'échec des négociations passées pour une raison simple : les dirigeants israéliens n'ont pas la moindre volonté de faire autre chose que gagner du temps.

Pour installer de nouveaux faits accomplis sur le terrain de la colonisation, cadénasser Gaza et au bout du bout, extrême concession qu'ils ne sont même pas tous prêts à faire, baptiser « État

Palestinien » ce qui ne serait qu'un dérisoire agrégat de minuscules bantoustans.

Pour que tout soit bien clair ils ont fait annoncer le 31 août la plus grosse confiscation de terres palestiniennes depuis les années quatre-vingt : 400 hectares près de Bethléem en « représailles » à l'assassinat des trois jeunes colons disaient-ils sans honte ! 560 arrestations en septembre en Cisjordanie et ce mois qui s'achève avec l'occupation de force par des colons de 25 appartements dans le quartier de Silwan à Jérusalem Est.

Pendant ce temps, les États-Unis ont abandonné leur fugace posture critique d'après l'échec des négociations au printemps et fait le choix de soutenir Israël coûte que coûte. En faisant, au vu de tous, pression sur les Palestiniens pour qu'ils renoncent à se tourner vers l'ONU et n'adhèrent pas au Statut de Rome ouvrant la voie à la Cour Pénale Internationale.

Dans ces conditions, la France se trouve, avec l'UE, à la croisée des chemins. Soit elle continue avec l'habituel refrain des protestations et condamnations verbales... et on va vers l'effondrement rapide de toute perspective de solution politique. Avec le chaos aux portes de la Palestine, on imagine assez bien les conséquences qui pourraient en résulter.

Soit elle comprend le danger et cesse de réclamer des négociations sans référence au droit. Elle doit alors changer radicalement d'approche dans ses rapports avec Israël, renoncer aux « condamnations » qui s'accompagnent de primes à l'agression comme avec le programme « Horizon 2020 », s'engager enfin dans une politique de sanctions à la hauteur des risques du pourrissement de la situation. Et reconnaître immédiatement l'État de Palestine.

C'est tout l'objet de notre mobilisation. C'est le sens de l'initiative « Convergence Palestine » du 18 octobre, nouvelle étape vers d'autres actions à la hauteur des enjeux. ■

Taoufiq Tahani

Dans ce numéro

- 2 PAS DE PRODUITS DES COLONIES ISRAËLIENNES dans les magasins Carrefour !**
- 4 VIOLENCES sur la Cisjordanie**
- 6 GAZA une chronologie éclairante**
- 7 DES MANIFESTATIONS d'une ampleur inédite**
- 8 MOBILISATION à Paris**
- 10 FÊTE DE L'HUMA 2014 : une mobilisation impressionnante pour la Palestine !**
- 12 L'AFPS présente aux universités d'été**
- 13 QUAND LE CINÉMA APPORTE SON SOUTIEN et sa solidarité au peuple palestinien**
- 14 RAP pour la Palestine**
- 16 UNIVERSITÉ D'ÉTÉ de l'AFPS**
- 16 DANS L'ATTENTE DE LA DÉCISION de la Cour d'appel de Caen**

Pas de produits des colonies israéliennes dans les magasins Carrefour !

Le boycott des produits des colonies israéliennes est indissociable des autres volets de la campagne BDS, le boycott culturel, sportif, universitaire, le désinvestissement et les sanctions, en ce sens que tous concourent à faire payer à Israël un prix suffisamment fort afin qu'il renonce à la colonisation et l'occupation de la Palestine. Son intérêt particulier est que chaque citoyen peut s'y impliquer facilement en faisant ses courses. Encore faut-il le convaincre de la justesse et de l'utilité de cette action. La campagne BDS, pour grandir, a besoin d'obtenir des victoires partielles qui démontrent son efficacité. En ciblant les produits des colonies, nous pouvons espérer obtenir de telles victoires.

Même si cela peut paraître à certains dérisoire, un étiquetage des produits des colonies qui les différencie de ceux d'Israël serait déjà une première avancée. Au Royaume-Uni, le gouvernement a publié en décembre 2009 une recommandation en ce sens, qui a été suivie par la plupart des grands distributeurs. Ils ont même été plus loin puisqu'ils ont cessé de proposer à la vente ces produits. Il faut dire qu'une étiquette « produit d'une colonie israélienne » n'est pas un argument de vente très convaincant et le calcul a été vite fait par les distributeurs. La Grande-Bretagne a été suivie par le Danemark en mai 2012, les Pays-Bas en mars 2013 et la Belgique en août 2014 ⁽¹⁾.

Bien entendu, comme le montre l'expérience britannique, l'étiquetage n'a de sens que s'il mène à un retrait par les grands groupes de distribution de ces produits de leurs rayons, l'objectif général étant une interdiction pure et simple de l'importation des produits des colonies israéliennes par les gouvernements ou l'Union Européenne. C'est le but de la campagne de l'AFPS cartes pétitions envoyées à Laurent Fabius que mène l'AFPS.

Contrairement à d'autres pays européens, la campagne BDS en France ne peut guère se prévaloir de succès par rapport à ses objectifs, la criminalisation de l'appel au boycott jouant sûrement un rôle de frein à cette campagne. Dans ce contexte, l'AFPS a décidé de cibler, pour ce qui concerne le boycott des produits des colonies, une chaîne de distribution particulière. L'objectif est d'obtenir de cette chaîne un engagement à ne plus vendre ces produits, et on peut espérer qu'une première victoire fasse boule de neige auprès des autres distributeurs.

La chaîne qui a été choisie est Carrefour. Ce n'est pas que Carrefour soit plus répréhensible que les autres groupes. De ce point de vue, ils sont tous à égalité, la seule chaîne en France s'étant engagée publiquement à ne pas vendre de produits des colonies israéliennes étant Biocoop. Et puis d'un seul point de vue commercial, il n'est pas sûr que la chaîne qui annoncera la première ne plus vendre des produits des colonies israéliennes fasse un mauvais calcul, quand on sait que les consommateurs sont de plus en plus sensibles au caractère « éthiquement propre » des produits qu'ils achètent et que l'image d'Israël, avec le massacre de cet été à Gaza, a continué à se dégrader.

Carrefour a été choisi car il dispose d'une des meilleures implantations nationales avec une très grande diversité dans ses types de magasins, qui vont de l'hypermarché jusqu'à la supérette de centre-ville. Ce groupe se prête donc tout à fait à une campagne nationale.

Une lettre a été envoyée au PDG de Carrefour, exprimant la revendication de l'AFPS et assortie d'une demande de

Quand Carrefour Voyages intègre le Grand Israël dans ses circuits touristiques

Carrefour Voyages ⁽¹⁾, l'agence de voyages de Carrefour, propose une série de circuits présentés comme étant des circuits en Israël, mais lorsque l'on examine certains de ces circuits dans le détail, on se rend compte qu'ils passent, sans le dire, par la Cisjordanie occupée. Ainsi, le touriste en découvrant la vieille ville de Jérusalem ou en dormant dans le kibboutz Kalia, au nord-ouest de la Mer Morte, pense toujours être en Israël, alors qu'il est en Palestine occupée. Dans le second cas, le kibboutz Kalia est même une colonie en Cisjordanie.

Demandons aussi à Carrefour de retirer ces circuits de son offre de voyages !

(1) <http://voyages.carrefour.fr>

rendez-vous. Bien entendu, le succès de la campagne dépendra de la mobilisation des groupes locaux de l'AFPS et de la multiplication des actions devant les magasins Carrefour. Mais cette mobilisation, pour réussir, doit dépasser le cadre de la seule AFPS. Cet été, les manifestations pour Gaza ont en général été organisées par des collectifs regroupant des associations, des syndicats et des partis politiques. La campagne pour le retrait des produits des colonies de Carrefour peut être une des perspectives d'action proposées à ces collectifs. Il faut aussi élargir la campagne aux associations de consommateurs, au collectif « Éthique sur l'étiquette », tant sur le plan local que national, qui sont intéressés à une consommation éthiquement responsable.

Et il ne s'agit pas d'opposer l'intérêt des consommateurs à ceux des travailleurs des commerces concernés, d'où l'importance de mettre dans le coup les fédérations syndicales de travailleurs du commerce.

L'objectif est qu'une fois la dynamique enclenchée, il soit possible de passer à la vitesse supérieure en organisant avant la fin de l'année une journée nationale d'action pour dire « non aux produits des colonies israéliennes dans les magasins Carrefour ».

Guy Perrier

(1) http://economie.fgov.be/fr/entreprises/politique_commerciale/Origine_marchandises/territoires_palestiniens/

Extraits de la lettre de l'AFPS au PDG de Carrefour

Carrefour, par la voix de votre prédécesseur, M. Lars Olofsson, s'est engagé « à respecter et faire respecter les droits de l'Homme tout au long de la chaîne de valeur » et « entend développer des pratiques commerciales loyales, transparentes et intègres. ». Cet engagement a d'ailleurs été formalisé par la publication en collaboration avec la FIDH, d'une charte éthique et sociale pour ses fournisseurs.

Il est donc à regretter que la commercialisation actuelle par votre enseigne de certains produits soit contraire non seulement à cet engagement mais aussi à la position des plus grandes instances nationales et internationales. En effet, vous commercialisez des produits qui, contrairement à ce qu'indique leur étiquetage, proviennent non pas d'Israël mais des territoires occupés par Israël depuis juin 1967. C'est notamment le cas des dattes Medjoul importées par la société Mandar qui proviennent de colonies israéliennes en Cisjordanie ou des produits Sodastream dont la fabrication est achevée à Maale Adumin, une colonie israélienne à l'est de Jérusalem.

Rappelons ici les deux premiers principes énoncés dans votre charte éthique et sociale :

Principe n° 1 : Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence

Principe n° 2 : à veiller à ce que leurs propres sociétés ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme.

Le ministère des affaires étrangères, dans ses recommandations aux entreprises relatives aux activités et produits des colonies israéliennes publiées le 24 juin dernier, indique que : « La Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, Gaza et les hauteurs du Golan sont des territoires occupés par Israël depuis 1967. Les colonies sont illégales en vertu du droit international. En conséquence, il existe des risques liés

aux activités économiques et financières dans les colonies israéliennes. Les transactions financières, les investissements, les achats, les approvisionnements ainsi que d'autres activités économiques dans les colonies ou bénéficiant aux colonies, entraînent des risques juridiques et économiques liés au fait que les colonies israéliennes, selon le droit international, sont construites sur des terres occupées et ne sont pas reconnues comme faisant partie du territoire d'Israël. Ceci est susceptible d'entraîner des litiges liés à la terre, à l'eau, aux ressources minérales et autres ressources naturelles, qui pourraient faire l'objet d'un achat ou d'investissement, comme des risques réputationnels. »

[...] Ce n'est donc qu'en retirant de vos rayons ces produits que vous pourrez vous conformer à vos justes engagements,...

Nous voulons aussi attirer votre attention sur les entreprises qui ont une partie de leur production dans les colonies. Elles cultivent le manque de transparence, se refusant à distinguer les produits des colonies des autres produits. Elles prennent ainsi la responsabilité de voir traiter tous leurs produits comme provenant des colonies.

Il vous faut donc en tirer toutes les conséquences car il est essentiel que vous donniez à vos clients une garantie sérieuse sur le fait qu'aucun produit ne provienne des colonies israéliennes, sous une forme ouverte ou dissimulée.

Nous vous informons en outre de notre intention d'alerter les gérants et directeurs de chaîne de Carrefour ainsi que vos consommateurs, comme ceci a été fait de façon ponctuelle dans le passé récent [...].

Taoufiq Tahani, président de l'AFPS

Violences sur la Cisjordanie

Les avions et les drones israéliens ont cessé de pilonner la bande de Gaza le 26 août, mais à Jérusalem-Est et dans le reste de la Cisjordanie les arrestations ont continué, même si la tension a baissé par rapport à la deuxième quinzaine de juin et aux semaines suivantes.

Le 12 juin, 3 étudiants religieux israéliens sont enlevés en zone C de la Cisjordanie, au nord-ouest de Hébron, dans un des blocs de colonies juives les plus sécurisés, celui de Gush Etzion où demeure d'ailleurs Avigdor Lieberman, le ministre israélien des affaires étrangères. Une pareille défaillance du système de sécurité israélien aurait dû coûter cher à Benyamin Netanyahu et à son cabinet, mais ils vont immédiatement retourner la situation en lançant la campagne intitulée « Ramenez nos garçons », en référence aux 200 lycéennes nigérianes enlevées par Bokho Aram... Une campagne fondée sur un double mensonge : les 3 jeunes sont vivants, il faut donc les trouver coûte que coûte, et c'est le Hamas qui les a enlevés. En accusant ainsi faussement le Hamas, les dirigeants israéliens vont donner à leur armée l'opportunité de démanteler ses structures en Cisjordanie; ce faisant ils ne manqueront pas de mettre en porte à faux l'Autorité palestinienne et ils pourront atteindre leur véritable but : faire voler en éclats l'accord interpalestinien et le gouvernement d'Union nationale qui en est issu et dont la création, à leur grand dam, a été saluée favorablement par la communauté internationale.

Opération « Gardiens de nos frères »

C'est le nom charmant que les autorités israéliennes donnent à l'opération qui va débiter aussitôt en Cisjordanie, la plus importante opération militaire depuis 2002 et qui est officiellement toujours en cours. En qualifiant les 3 jeunes israéliens de « nos garçons » ou de « nos frères », ils font de surcroît l'union nationale autour des colons qui n'avaient plus tellement la faveur de l'opinion publique israélienne; en cela ils vont hélas réussir au-delà de leurs attentes...

Cette vaste opération militaire connaîtra deux temps, séparés par la découverte, le 30 juin, des corps des 3 jeunes colons, comme par hasard dans une grotte située sur les terres du village de Hahlul, un village qui se trouve au nord-ouest de Hébron, dans le voisinage de colons particulièrement agressifs.

Durant les 18 premiers jours de l'opération « Gardiens de nos frères », les militaires israéliens dont les effectifs

ont été doublés, ont pour tâche de passer au peigne fin la Cisjordanie, tout en arrêtant le maximum de cadres et de militants du Hamas.

Saccages et vandalisme

Pour remplir cette tâche, les militaires israéliens vont déployer beaucoup de zèle, en perquisitionnant des milliers de bâtiments – maisons privées, bureaux d'ONG, écoles, locaux universitaires et commerciaux – dans toutes les villes, villages et camps de réfugiés de Cisjordanie.

Les 3 jeunes colons ayant disparu alors qu'ils se trouvaient dans une colonie proche de Hébron, cette grande ville palestinienne et toutes les agglomérations alentour seront déclarées « zones militaires ». Personne n'y entre ni n'en sort et l'armée a toute licence pour s'acquitter de sa noble tâche. Des centaines de maisons sont saccagées, les portes enfoncées quand elles ne sont pas ouvertes immédiatement, leurs habitants tenus en joue, tandis qu'un grand nombre de militaires éventrent les divans et cassent mobilier, vaisselle et bibelots, sauf ce qui a de la valeur à leurs yeux, en général les ordinateurs et les portables et même des tee-shirts, sans oublier l'argent liquide, et qu'ils volent tout simplement. Les locaux non privés subissent le même sort. Quant aux villages voisins, ils voient leurs maisons vandalisées et leurs champs saccagés; internationaux (du programme EAPPI du Conseil œcuménique des Églises) en Palestine et Israël venus recueillir leur témoignage, ils ont déclaré avoir eu l'impression d'avoir été victimes d'un entraînement militaire grandeur nature, car à peine un détachement militaire avait-il quitté leur village qu'un autre surgissait et commettait les mêmes déprédations; dans le village de Hasaka, les soldats s'en sont pris aux citernes qui contiennent l'eau potable, y répandant des produits chimiques pour y « déceler la présence d'éventuels cadavres ».

Les autres régions de Cisjordanie ont connu le même type de perquisitions domiciliaires, pratiquées la plupart du temps avec une violence qui a coûté la vie à 10 Palestiniens (dont un adolescent tué à balle réelle, dans le camp de réfugié de Jénine). Lorsqu'elles avaient lieu dans les zones A, c'est-à-dire dans des villes comme Bethléem, Naplouse,

Ramallah/El Bireh, Tulkarem, Qalquilya, c'était évidemment sous le nez des forces de sécurité palestiniennes, réduites à l'impuissance pour ne pas dire ridiculisées devant leurs concitoyens.

Certaines de ces perquisitions avaient manifestement un autre but que la recherche des 3 jeunes colons. Ainsi celles qu'ont subies plusieurs médias palestiniens, les 18, 20 et 22 juin. Il s'agit de 2 sociétés d'impression situées à Ramallah et éditant respectivement le magazine Filistin Ashahab et le périodique culturel *This week in Palestine*, et qui ont été dépossédées de tous leurs ordinateurs. Toujours à Ramallah, la société Palmedia s'est vue confisquer toutes ses archives numériques et du matériel professionnel. Le 18 juin c'était la société Transmedia qui avait été visée : ses locaux de Naplouse, Ramallah et Hébron ont été perquisitionnés par des soldats israéliens qui se sont emparés de la totalité de leurs équipements.

Durant ces 18 premiers jours de l'opération « Gardiens de nos frères », les militaires israéliens se sont aussi largement acquittés de leur deuxième mission : mettre la main sur le maximum de membres et de responsables du Hamas. Plus de 700 personnes ont alors été arrêtées qui n'appartiennent pas toutes au Hamas. Parmi elles, 11 députés dont le président du Conseil législatif palestinien, le directeur général de la chaîne de télévision Al-Aksa, 2 anciens ministres, 5 journalistes, 51 anciens prisonniers qui avaient été libérés dans le cadre de l'échange de prisonniers contre le soldat israélien Shalit.

La punition

Elle arrive le 30 juin, avec la découverte que font des soldats israéliens dans une grotte située sur les terres du village de Hahlul, des corps des 3 jeunes israéliens. L'opération « Gardiens de nos frères », privée d'objet, aurait dû cesser. Mais c'est tout le contraire qui va se produire. En phase avec son opinion publique gagnée à la haine et au racisme, Benyamin Netanyahu qualifie les auteurs du kidnapping et du meurtre, dont on ignore toujours l'identité, d'« *animaux à forme humaine* ». Et puisqu'on ne peut punir les coupables, c'est à l'Autorité palestinienne et au peuple palestinien dans son ensemble que l'on va infliger la punition.

Ainsi encouragés, les colons se déchaînent. Depuis un certain temps, les maisons des villages près desquels s'étaient installés des colons violents (dans le nord de la Cisjordanie et à Jérusalem-Est), voyaient leurs murs se couvrir de l'inscription « le prix à payer » ; dorénavant, cette inscription est doublée d'une autre, encore plus menaçante : « la vengeance par le sang ». Des colons passent aux actes. À côté de Bethléem, l'un d'entre eux renverse avec sa voiture une

fillette « *arabe* » qui sera lourdement handicapée. D'autres tentent de kidnapper un enfant qui marche en compagnie de sa mère, à Beit Hanina. Et le 2 juillet, à Chouafat, un quartier de Jérusalem-Est, 3 colons parviennent à s'emparer d'un jeune de 16 ans, Mohammed Al Khudair dont le corps, brûlé, sera retrouvé dans une forêt le lendemain. Les jours suivants, les manifestations de protestation se succèdent, à Chouafat et dans d'autres quartiers de Jérusalem-Est, d'autant que l'aviation israélienne a commencé à bombarder quotidiennement la bande de Gaza. La police et l'armée les répriment brutalement, tuant 3 manifestants et en blessant beaucoup d'autres, ainsi que plusieurs journalistes en train de couvrir l'événement.

La mort tragique du jeune Mohammed Al Khudair, et la réprobation dont elle a été l'objet de la part de plusieurs capitales, ont peut-être calmé l'esprit de vengeance qui s'était emparé d'une partie de la population israélienne. Benyamin Netanyahu et son cabinet abandonnent en tout cas l'idée d'une action de représailles spécifique.

Mais l'armée israélienne n'en a pas moins pour consigne de continuer la politique d'arrestation si bien entamée avant la découverte des corps des 3 jeunes colons.

Arrestations en masse

Plus de 800 Palestiniens seront arrêtés en juillet, 620 en août, 127 dans la première quinzaine de septembre, principalement à Jérusalem-Est, Hébron et Naplouse. Cette campagne d'arrestation touche toujours majoritairement le Hamas (bien que les fouilles du mois de juin aient confirmé qu'il n'avait rien à voir avec le kidnapping des 3 jeunes colons, et ce n'est pas l'annonce faite le 23 septembre, par le porte-parole de l'armée israélienne, que 2 jeunes Hébronites « *assassins des 3 jeunes Israéliens, ont été tués la veille lors d'un échange de tirs* », qui dissipera le doute) mais aussi le Fatah, le Jihad Islamique et le Front Populaire. Les soldats israéliens procéderont aussi à des arrestations lors des manifestations hebdomadaires des villages en résistance non-violente, et lors des manifestations très importantes qui seront organisées dans plusieurs villes de Cisjordanie, le 26 juillet, pour protester contre les frappes infligées à Gaza.

Les prisons israéliennes abritent dorénavant 7 296 prisonniers politiques palestiniens, dont 596 sous le régime de la détention administrative.

On compte parmi eux 21 femmes, 346 enfants, 14 journalistes, 3 écrivains, 3 défenseurs des droits humains, 205 étudiants, 42 universitaires et 34 députés. ■

Christiane Gillmann

Une chronologie éclairante

La mécanique infernale enclenchée à Gaza ne débute pas avec l'enlèvement des trois jeunes « étudiants en religion » d'une colonie près d'Hébron. Les mois qui précèdent ont vu se cumuler accélération de la colonisation, répression contre la résistance populaire, rejet de toute solution politique et provocations en tous genres.

Le 29 mars on apprend que le gouvernement israélien renie son engagement de libérer le quatrième contingent de prisonniers d'avant Oslo, manifestant une nouvelle fois son refus de toute négociation sérieuse. La réponse palestinienne est d'ordre diplomatique : elle relance ses démarches en direction de l'ONU et adhère à 15 conventions ou traités internationaux dont la 4^e Convention de Genève sur la protection des civils en temps de guerre ou celle sur les droits de l'enfant. « Ils doivent savoir une chose : ils le paieront cher », déclare le ministre israélien du Tourisme Uzi Landau.

Le 10 avril, Israël « gèle » les taxes perçues pour le compte de l'Autorité palestinienne. La France « regrette » et une semaine plus tard l'UE demande à Israël de « revenir » sur ses mesures de rétorsion.

Le 23 avril est annoncée la prochaine mise en place d'un « gouvernement palestinien d'entente nationale ».

Le 15 mai, assassinat de sang-froid de deux jeunes palestiniens désarmés devant la prison d'Ofer.

Le nouveau gouvernement d'entente nationale est formé le 2 juin. États - Unis et UE font savoir qu'ils travailleront avec lui.

Escalade israélienne : le 5 juin est lancé un nouveau appel d'offres pour 3 000 logements. L'UE est « profondément déçue » mais signe néanmoins le 8 juin l'accord de coopération scientifique qui permet la participation d'Israël au programme scientifique de l'UE Horizon 2020...

Le 12 juin les trois jeunes israéliens sont portés disparus.

Netanyahu s'en saisit aussitôt et en fait porter la responsabilité, contre toute vraisemblance, au Hamas qui vient d'appuyer la constitution du nouveau gouvernement. L'occasion est là : balayer les intentions affichées par les États-Unis et l'UE de travailler avec ce gouvernement d'entente nationale, en appelant à la lutte commune du monde libre « contre la terreur ». Et tenter à son profit une union sacrée autour de la colonisation en faisant des colons les nouveaux héros du combat d'Israël pour sa survie!

L'assassinat barbare du jeune Mohammad Abou Khdeir brûlé vif par des extrémistes juifs, deux jours après la

découverte des corps des trois jeunes, cassera l'élan de compassion sur lequel surfait Netanyahu. Mais les trois semaines qui se sont écoulées auront vu une répression sans précédent depuis 2002 s'abattre sur la Cisjordanie (voir article en pages 4-5) et, déjà, des frappes meurtrières sur Gaza avec tirs de roquettes en retour.

Le deuxième temps de l'opération va commencer avec l'assassinat à Rafah de 7 militants du Hamas le 7 juillet, assassinat qui va évidemment entraîner une riposte des groupes armés palestiniens et ouvrir la voie, à la plus grande attaque jamais menée contre la population palestinienne de Gaza.

Bombardements et massacres vont ponctuer les 51 jours de l'opération qui se soldera par au moins 2 147 morts palestiniens dont une grande majorité de civils, plus de 11 000 blessés dont beaucoup resteront handicapés à vie, des centaines de milliers de déplacés, plus de 100 000 sans abris... pour ne rien dire ni des traumatismes des enfants qui en seront marqués pour longtemps, ni de l'ampleur des destructions matérielles.

Avec, à la différence de 2008-2009, la présence sur place de journalistes et témoins occidentaux. Elle contribuera à décrédibiliser la propagande israélienne comme lors de la mort de quatre enfants sur une plage tués littéralement sous les yeux d'une équipe de journalistes le 16 juillet. Ce jour-là les porte-parole militaires sont pris en flagrant délit de mensonge.

Un bilan humain dramatique, des milliers de vies brisées et un sentiment communément partagé dans la population gazaouie : après ce qui s'est passé et le lourd tribut que nous avons payé, nous ne pouvons plus accepter que se poursuive ce blocus mortifère dont le seul horizon est la perspective d'une nouvelle agression tous les deux ans.

Quid maintenant de l'action de la « communauté internationale » ?

Jean-Paul Roche

Des manifestations d'une ampleur inédite

L'agression israélienne contre Gaza a suscité une vague de protestation et un nombre impressionnant de manifestations sur le territoire : de l'ordre de 500 rassemblements dans au moins 80 villes de France. Avec des formes et des effectifs très variables, mais portant toujours l'expression d'une indignation devant les massacres et d'une protestation forte devant ce qu'était l'attitude de notre gouvernement.

On a eu assez généralement deux types de manifestations qui ont pu se juxtaposer et, dans le plus grand nombre de cas mais pas toujours, se rejoindre. D'une part des manifestations dans lesquelles l'AFPS était l'élément moteur et en tout cas fédérateur, appelées par des collectifs d'organisations ayant pignon sur rue et correspondant grosso modo à celles du Collectif national. D'autre part des manifestations spontanées, lancées via les réseaux sociaux souvent par des personnes hors de toute organisation. Et regroupant beaucoup de jeunes des quartiers populaires, notamment des jeunes filles, se sentant spécialement concernés et souvent s'identifiant fortement aux victimes de l'agression. Il a pu y avoir entre elles des frictions, voire des contradictions graves comme à Grenoble où, en fin de mouvement, un groupe a délibérément pris comme cible la nouvelle municipalité de façon très violente en applaudissant au passage le Front National et accusant de « complicité d'assassinat » la municipalité qui votait 10 000 euros d'aide humanitaire... Mais ce qui a dominé, c'est très nettement, après des manifestations séparées, le regroupement autour de mots d'ordre communs, malgré souvent une réelle défiance vis-à-vis des organisations politiques ou syndicales spécialement marquée chez les jeunes. Et ce regroupement fut incontestablement tout à fait positif.

Certaines régions ont eu un nombre élevé de manifestations comme le Nord-Pas-de-Calais où on a vu sur l'agglomération lilloise une grosse quinzaine de manifestations et où les initiatives ont été nombreuses dans les deux départements. Ce fut aussi le cas dans des départements plus ruraux comme ceux de la Drôme et de l'Ardèche avec un premier rassemblement à Romans, huit défilés de 650 à plus de 300 personnes à Valence, trois manifestations à Montélimar, une à Annonay, un point hebdomadaire de 50 à 100 personnes à Aubenas et une veillée durant une nuit entière à Lamastre, en Haute Ardèche. Même chose en Auvergne avec de grosses manif et une forte mobilisation à Clermont, mais aussi des initiatives à Montluçon, Aurillac, Le Puy, Ambert ou... St Amand Roche Savine.

Les départements de l'Ouest n'étaient pas en reste, notamment en Bretagne avec là aussi de grosses mobilisations : Rennes avec un effort particulier en direction des quartiers populaires, huit rassemblements à Quimper, des manifestations et rassemblements à Brest, Carhaix, Morlaix,



Manifestation à Nîmes le 27 juillet

Lannion, Vannes, Lorient... À Nantes avec trois manifestations de plus de mille personnes et une mobilisation maintenue au long du mois d'août. À Angers les manifestations ont à deux reprises au moins dépassé les 500 personnes. En Normandie, dans le Val de Loire aussi les rassemblements et manifestations ont été remarquables avec par exemple à deux reprises quelque 1 000 personnes à Tours.

À l'autre bout de l'hexagone, à côté de grosses manifestations dans toutes les villes importantes, on a pu noter une mobilisation remarquable dans les villes proches du Luxembourg avec des actions transfrontalières entre Luxembourg ville et les villes françaises proches.

Il faudrait bien sûr citer Lyon et sa région, l'Ain, la Franche-Comté, les Alpes. Ne pas oublier l'Aquitaine >>>9

Mobilisation à Paris

La mobilisation à Paris, contre le massacre de Gaza et contre l'attitude insupportable de notre gouvernement, « ce ne sera que » 10 rassemblements et manifestations, à mettre en regard des 500 manifestations sur la France entière, dans plus de 80 villes. Mais décortiquer la façon dont s'est constituée la mobilisation à Paris, avec ses différentes composantes n'est pas inutile.

Peu après le démarrage de la première phase de l'agression israélienne en Cisjordanie (le 13 juin), une réunion d'urgence du « Collectif national » (la cinquantaine d'organisations, de partis, de syndicats regroupés sur la question de Palestine) est décidée le 24 juin, qui débouchera sur un premier rassemblement de 200 à 300 personnes le 26 juin à l'Opéra.

Une délégation au ministère des Affaires étrangères le 11 juillet (LDH, CGT, PCF, AFPS) est l'occasion de dénoncer la déclaration injustifiable de Hollande le 9 juillet par laquelle il donne un véritable permis de tuer au gouvernement israélien. Les réponses balbutiantes du MAE sont rapportées le même jour devant un deuxième rassemblement aux Invalides. Les mots d'ordre qui sont alors mis au point constitueront le cadre d'action des manifestations qui suivront tout au long du mois de juillet :

- ▶ Pour l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza
- ▶ Pour l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem
- ▶ Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international
- ▶ Pour le soutien au gouvernement d'union nationale

Entre-temps une réunion d'urgence lancée le 8 juillet par quelques organisations en marge du Collectif va déboucher sur la manifestation du 13 juillet entre Barbès et Bastille. Rassemblant de l'ordre de 10 000 personnes, elle donnera lieu aux provocations de la Ligue de Défense Juive rue de la Roquette. Celles-ci seront ensuite invoquées par la préfecture de police/ministère de l'intérieur pour justifier les interdictions de manifestations qui vont suivre.

Ainsi dès le 15 juillet la préfecture va tenter d'interdire le rassemblement demandé par le Collectif national pour le 16 juillet aux abords de l'Assemblée nationale... pour finalement l'autoriser aux Invalides : il rassemblera 1 500 à 2 000 personnes, en même temps que se déroule une rencontre (LDH, PFP, AFPS) avec le secrétaire général de l'Élysée, lequel nous assurera que la ligne politique de la France reste inchangée, malgré « le couac » du 9 juillet.

Une nouvelle initiative est lancée par des organisations, hors du cadre du Collectif, pour le 19 juillet de Barbès à Opéra. Suite à une première décision d'interdiction, une demande alternative est immédiatement formulée, au nom du Collectif national, auprès de la préfecture pour une manifestation aux mêmes lieu et date. Cette demande est également rejetée immédiatement par la préfecture. La manifestation de plusieurs milliers de personnes, interdite, « enfermée » à Barbès par la police, provoque rapidement échauffourées et gardes à vue.

En parallèle avec les nombreux communiqués de protestation contre ces atteintes à la liberté d'expression, et à la suite d'une nouvelle réunion du Collectif, demande est faite à la préfecture (au nom de AFPS, EELV, PCF, LDH) d'une nouvelle manifestation pour le 23 juillet entre République et Opéra. La négociation à la préfecture conduira à son autorisation sur un parcours modifié, Denfert-Invalides.

Deux réunions de concertation auront alors lieu les 21 juillet (Collectif national) puis 22 juillet (délégation du Collectif national et d'associations n'appartenant pas au Collectif, se désignant comme « collectif informel »), pour mettre au point les conditions de manifestations unitaires : organisations participantes (et organisations refusées...),

Face aux horreurs qu'ont enduré les Palestiniens à Gaza cet été, vous avez été très nombreux à vous mobiliser. Grâce aux dons reçus, nous avons pu envoyer 85 000 € à différents partenaires dans la Bande de Gaza :

- Dans un premier temps pour répondre à l'aide d'urgence : 20 000 € au PMRS (*Palestine Medical Relief Society*), 20 000 € au HWC (*Health Work Committee*), 15 000 € au PFU (*Palestinian Farmer Union*), 10 000 € à Ma'an.
 - Dans un deuxième temps pour répondre au besoin d'aide psychologique : 10 000 € au CTFA (*Culture and Free Thought Association*), 10 000 € au Gaza Community Mental Health Center.
- Merci à vous !

ordre du cortège, slogans, service d'ordre. Précédée d'une conférence de presse le 22, la manifestation du 23 juillet sera massive, avec 15 000 à 25 000 participants.

En parallèle, un nouvel appel à manifestation a été fait pour le 26 juillet (République à Opéra); la demande est faite par le NPA, qui est reçu par la préfecture le 24 : celle-ci prononce de nouveau l'interdiction le 25. Au cours de la réunion d'urgence du Collectif qui suit cette interdiction, une proposition alternative est faite à la préfecture d'un rassemblement statique à la République (au lieu d'une manifestation). Une conférence de presse est organisée pour le samedi matin, qui connaîtra un grand succès pour dénoncer cette interdiction et l'atteinte à la liberté d'expression qu'elle constitue. Le rassemblement de l'après-midi, environ 5000 personnes (interdit... mais toléré), donne lieu à quelques débordements limités lors de la dispersion. Il conduira à l'inculpation du militant NPA qui a déposé la demande... d'une manifestation finalement interdite.

Les deux manifestations suivantes, du 2 et 9 août, sont préparées puis se déroulent selon le même schéma que celle du 23 juillet, associant les organisations du Collectif national et celles du « Collectif informel ». Mais le départ d'un nombre grandissant de militants affaiblit les capacités des organisations qui fournissaient le service d'ordre, ce qui en amène certaines à ne pas se joindre à la demande officielle. Pour la même raison, l'importance des manifestations décroît au fil du temps (de moitié environ pour la deuxième). Et la dernière organisée le 20 août, par le Collectif national seul, prendra la forme d'un rassemblement statique aux Invalides. Dans les trois cas, l'AFPS a participé à la déclaration de la manifestation en préfecture.

Trois observations en forme de conclusion

» Dans un premier temps des initiatives disjointes sont prises par différents regroupements d'organisations, ce qui va servir de prétexte aux autorités pour faire une distinction entre les organisateurs, et interdire successivement deux manifestations, les 19 et 26 juillet.

» La mise en place d'une coordination unitaire va permettre de rassembler l'ensemble des forces de solidarité, une première fois pour la manifestation du 23 juillet, puis pour les suivantes.

» La démarche unitaire indispensable dans le contexte du massacre de Gaza, ne doit pas occulter les divergences existantes, qui se sont traduites, entre autres, dans les slogans et les prises de paroles, malgré la banderole unitaire qui a précédé chaque cortège unitaire.

Ce qui nous aura guidés tout au long de ces semaines dramatiques, c'est la recherche constante de construction du

Pendant les 9 mois de négociation

■ Du 30 juillet 2013 au 29 avril 2014 on a recensé selon le bureau des négociations de l'OLP :

- 61 Palestiniens tués
- 1 054 blessés
- 2 341 attaques de l'armée d'occupation
- 3 674 arrestations
- 675 agressions violentes de la part des colons
- 999 attaques contre des biens

rassemblement le plus large pour dénoncer l'agression israélienne et exiger de la France une autre politique que son alignement scandaleux des premiers jours. Autrement dit, de permettre que les manifestations rassemblent ceux qui voulaient dénoncer les crimes et exactions israéliens et faire pression sur le gouvernement français et ceux qui voulaient d'abord mettre en avant la légitimité de la résistance armée.

Ce ne fut naturellement pas sans tangage, d'autant qu'il fallait établir une ligne de démarcation ferme avec les racistes et fascistes de tout poil qui cherchaient à utiliser pour leur propre compte les massacres de Gaza. Nous avons quelques raisons de penser que l'AFPS a contribué de façon importante à l'événement politique capital et inédit de cette mobilisation populaire à Paris en pleine « trêve estivale ». ■

Didier Fagart, Renée Prangé

7 <<< avec Bordeaux, les Landes ou le Piémont pyrénéen et bien sûr Marseille, Nîmes, Alès, Béziers, Montpellier... et Perpignan d'où est partie l'idée de la marche débouchant sur la Convergence Palestine.

Au-delà du fait, incontestable, que cette mobilisation constitue un événement politique inédit qui a rendu intenable les premières positions affichées à l'Élysée, cet été a constitué pour beaucoup de jeunes une première expérience d'action collective. Quels qu'en aient été les soubresauts, le seul fait de son aspect collectif a quelque chose de profondément subversif à l'heure du « chacun pour soi » et du « tous pourris ».

C'est assurément un défi pour notre association d'être en mesure de proposer à ceux qui ont vécu là une première expérience militante des perspectives d'action dans un projet porteur des valeurs universelles de droit et de justice. Et c'est aussi ce qui se joue dans la Convergence Palestine, les 9,10,11 octobre en région et le 18 octobre à Paris. ■

JPR

Fête de l'Huma 2014 : une mobilisation impressionnante pour la Palestine !

L'AFPS y participait activement. Aller à la fête de l'Huma, 1^{er} événement festif et militant en France et bien au-delà, c'est sans doute d'abord faire un voyage dans le temps et dans l'espace. Bien entendu, c'est aussi un moment d'actualité politique, économique et sociale.

La Palestine, après l'opération militaire israélienne à Gaza en juillet août, figurait donc en bonne place des thèmes forts mis en avant.

On citera tout particulièrement cette année :

- ▶ Le numéro spécial de *l'Humanité* sur Gaza, réalisé avec AFPS et le Secours populaire français,
- ▶ La soirée-concert pour la Palestine samedi devant plusieurs dizaines de milliers de personnes,
- ▶ Plusieurs débats importants dans différents stands, notamment autour de Gaza et de la libération des prisonniers.

Pour l'AFPS, c'est aussi un moment fort de son activité nationale ; l'occasion en ce moment de rentrée de refaire avancer la compréhension sur la situation, de remobiliser ses militants ainsi que tous ses soutiens et amis.

Cet événement se prépare donc bien en amont, par le choix des intervenants et des activités au stand. Des choix qui peuvent être revus en fonction de l'actualité. Cette année a été marquée par une présence importante à la fête (on parle de 500 000 visiteurs) et également à notre stand.

Sur place, ce sont souvent les aspects matériels et urgents qui prennent le dessus et de ce point de vue, les militants, issus de plusieurs groupes locaux d'Île-de-France et de province, ainsi que nos permanents, sont essentiels. Il s'agit en effet de monter le stand, d'en assurer l'organisation et le fonctionnement avant de le redémonter. Ces 3 journées sont enthousiasmantes, mais aussi éprouvantes. Merci à eux !

Outre les ventes de documentation, d'artisanat et de matériel militant, notre mobilisation s'appuyait sur la signature de nos pétitions, notamment celle adressée au gouvernement pour réclamer des sanctions contre Israël et la fin de son impunité, qui a recueilli près de 2000 signatures supplémentaires.

La signature des Actes du colloque sur les manuels scolaires (sept 2013) par Sandrine Mansour ainsi que la projection du film de Paul Moreira *Voyage dans une guerre invisible* ont également connu un grand succès.

Plusieurs débats ont eu lieu au stand de l'AFPS ou ailleurs

Le débat sur GAZA avec Suleiman Barakat (Gazaoui, professeur en astrophysique, présent à Gaza pendant les bombardements lors desquels 9 membres de sa famille ont été assassinés), Hassan Balawi (ancien journaliste à la télévision de Gaza et diplomate) et Sébastien Boussois (chercheur), a porté sur les raisons de l'attaque israélienne et sur le bilan catastrophique sur le plan humain et matériel. Si les bombardements ont cessé, la trêve est très fragile, la situation reste très grave et, de pair avec la reconstruction, la question de la fin du blocus est centrale. La Palestine est UNE et l'avenir de Gaza est lié à celui de la Cisjordanie. La paix, indissociable de la justice dont elle découle, dépend de la fin de la colonisation et du blocus et du rétablissement de tous les droits des Palestiniens.

Le sentiment international semble porté par le fait que les choses ne peuvent continuer comme avant. Quant au président palestinien, il se dit déterminé à porter, au moment opportun, l'accusation de crimes de guerre à l'encontre d'Israël devant la Cour pénale internationale, avec l'assentiment de l'ensemble de la population et des mouvements palestiniens.

Le débat pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques palestiniens était sans doute le plus émouvant. Fadwa Barghouti a témoigné sur la condition des prisonniers et sur la détermination de son époux Marwan. Elle a remercié tous ceux qui œuvrent pour leur libération et a assuré que celle-ci marquerait la date de la Paix en Palestine. Majed Bamyra a insisté sur la nécessité de mener la campagne internationale pour les prisonniers, avec sa composante française. Avec sa personnalité et son expression passionnantes et passionnées, il a notamment insisté sur la nécessité d'appliquer toutes les résolutions de l'ONU, jusqu'alors inappliquées par Israël, et sur l'unité palestinienne en construction, indispensable pour envisager le véritable avenir de la Palestine, libérée de l'occupation.

Le débat sur la campagne Boycott, Désinvestissement, Sanctions, en lien avec la pétition lancée pour réclamer la



© AFPS

Taoufiq Tahani, entouré de Pierre Barbancey, grand reporter à l'Humanité et de Julien Lauprêtre, Président du Secours Populaire Français

fin de l'impunité d'Israël, est revenu sur la circulaire désormais dénommée Alliot-Marie Taubira. Rabab Khairy est intervenue pour évoquer la campagne similaire menée en Belgique, Patrice Bouveret, de l'observatoire des armements a éclairé le débat sur un domaine plutôt technique et généralement mal connu. Cette campagne est plus importante que jamais désormais car il apparaît de plus en plus évident qu'on ne sortira de la situation actuelle que par une pression internationale accrue auprès d'Israël et la fin de son impunité.

Enfin, la présentation de son livre *La France malade du conflit israélo-palestinien* par Pascal Boniface a permis un débat autour de « l'importation du conflit ».

Lors du débat organisé en soutien aux enfants de Gaza, Taoufiq Tahani, au nom de l'AFPS, a tenu à remercier le journal *l'Humanité* de son soutien constant à la cause Palestinienne et plus particulièrement à la population de Gaza dans la période.

Il a également tenu à resituer les enjeux de la mobilisation qui doit désormais s'engager afin que l'agression israélienne contre les populations palestiniennes puisse cesser et que la paix puisse véritablement s'instaurer dans la région.

Il a ainsi appelé l'ensemble des amis de la Palestine à se joindre aux initiatives lancées notamment par l'AFPS afin que cesse la colonisation et afin que les crimes de l'État d'Israël qui bafoue les règles du droit international ne restent pas impunis.

Dans cet objectif, il a appelé à signer la pétition en cours et à participer aux actions qui seront organisées en octobre, en liaison avec les initiatives prises par la Palestine à l'ONU pour faire reconnaître ses droits, dans lesquelles la France et l'Europe doivent prendre toutes leurs responsabilités. ■

Michel Basileo

L'AFPS présente aux universités d'été

À l'invitation du PCF, d'EELV et du Parti de Gauche, Robert Kissous, Didier Fagart et Taoufiq Tahani ont participé aux ateliers dédiés à la question palestinienne. Le fait que ces débats se sont déroulés en pleine guerre a suscité un intérêt particulier de la part des militants politiques présents.

Dans les Alpes où se déroulait l'université du PCF, Robert Kissous était aux côtés de Maher Al Charif, historien, membre du Comité central du Parti du peuple palestinien. La table ronde, animée par Lydia Samarbaksh du secteur international portait sur « Apartheid ou sociocide, l'État palestinien et la question du boycott, du désinvestissement et des sanctions ». Une centaine de personnes y ont activement participé. Deux autres tables rondes, toujours très suivies, portaient sur la Palestine :

« La Palestine, 194^e État », avec Maher Al Charif et Lydia Samarbaksh et « Palestine, culture de résistance/culture et résistance » avec Mohammed Halayka, directeur du Théâtre national palestinien à Jérusalem-Est.



Jacques Picard, Hael El Faoum, Cécilia Joxe, Nicole Kiil-Nielsen, Taoufiq Tahani

La Palestine et l'AFPS étaient également présentes au « remue-ménages » du Parti de Gauche le 23 août à St Martin d'Hères (38). Le thème choisi pour la table ronde par nos hôtes du PG (Alain Billion, responsable Maghreb/Machrek du secteur international et Ramzi Kebaïli) était « Quels moyens d'action pour le mouvement de solidarité en France ? ». Et les invités, Didier pour l'AFPS et Naima pour BDS France. Devant une soixantaine de militants intéressés et pour une bonne part bien au fait du sujet, elle a permis de faire une présentation des différentes formes de l'action militante et des campagnes, puis de répondre aux questions autour de Gaza, les perspectives politiques, la coopération décentralisée...

À l'extérieur, le stand de l'AFPS tenu par les militant(e)s du GL, était bien visible dans le « village militant » fréquenté par les participants.

Sur le campus universitaire de Bordeaux, les militants écologistes consacraient plusieurs ateliers ou tables rondes à la Palestine. À cette occasion le GL Palestine33 tenait un stand d'informations. Le débat était présenté par Jacques Picard, membre de la commission des relations internationales au conseil régional d'Île-de-France.

Taoufiq Tahani, Président de l'AFPS est intervenu, entre autres, sur le statut de Jérusalem, un enjeu vital pour l'avenir du règlement du conflit. Hael Al Fahoum a pris la parole en soulignant avec force « *c'est un miracle que les Palestiniens résistent encore, malgré notre souffrance, malgré ce que nous avons subi je vous assure que Jérusalem Est sera la capitale de la Palestine* ».

À noter par ailleurs que Bernard Ravenel, président d'honneur de l'AFPS, invité par « Ensemble » à l'université d'été de Pau, a évidemment été appelé à y intervenir sur la question de Palestine.

L'invitation faite à l'AFPS lors de ces journées témoigne de l'intérêt porté, de longue date, par une partie de la classe politique à la question palestinienne. À l'inverse de notre gouvernement qui se refuse toujours aux sanctions et, à ce jour, n'a pas reconnu l'État de Palestine. Lors de ces journées, c'est la paix entre les peuples qui était au cœur du débat.

Les débats fructueux et les nombreux contacts pris lors de ces universités traduisent le rôle déterminant de l'AFPS dans le mouvement de solidarité et participent, dans le respect de chacun, au combat pour une paix juste et durable au Proche-Orient. ■

Guy Mallié

Quand le cinéma apporte son soutien et sa solidarité au peuple palestinien

À Contis Plage, dans le département des Landes, en bordure de l'océan, entre dunes et forêts de pins, chaque année, au cinéma Le Select, créé en 1962, situé sur la commune de Saint-Julien en Born (1 300 habitants), se déroule le Festival International de Contis. Un lieu, riche de rencontres croisées.

Cette année 2014, le Festival organisait sa 19^e édition, durant 5 jours, du 19 au 23 juin. Un programme riche et éclectique, avec la projection d'excellents courts et longs métrages. Betty Berr et Rainer, créateurs et organisateurs de ce festival, ont répondu positivement à la proposition de Florence Delaunay (députée des Landes) de rendre un hommage à la Palestine et à Gaza, à travers le cinéma palestinien.

Des échanges avec l'AFPS nationale, sur le déroulement de ces temps forts, et l'organisation à prévoir, ont permis de programmer durant le festival, des projections de films, et à travers des débats ouverts, une rencontre avec le public. Les dates des 21, 22 juin, et 26 juillet, ont été retenues.

Un public curieux et attentionné

Les 21 et 22 juin, le thème abordé était « À la rencontre de l'identité culturelle palestinienne ».

L'après-midi du 21 juin, deux films documentaires programmés. Waldon de Norma Marcos, et Caza Calling de Nahed Awwad. Ces deux réalisatrices palestiniennes présentes lors de ces projections ont répondu avec attention, aux questions et remarques du public.

Avant de clôturer cette première journée, s'en est suivi, un débat animé par Pierre Blanc, enseignant chercheur en géopolitique, spécialiste des problèmes géopolitiques du Proche-Orient, auxquels ont participé, Florence Delaunay, députée des Landes, Taoufiq Tahani, président de l'AFPS, et l'Ambassadeur et chef de la Mission de Palestine en France, Hael Al Fahoum.

Ce fut un débat ouvert, avec un large public attentionné qui a fait part de ses remarques, et posé de nombreuses questions pertinentes, par rapport à l'actualité tragique et meurtrière dans la bande de Gaza.

Le dimanche 22 juin était programmé en après-midi,

la projection du film d'Annemarie Jacir, cinéaste palestinienne, *When I Saw You*. Pour mémoire, Annemarie Jacir est la réalisatrice du très beau film, *Le sel de la mer*.

La projection de *When I Saw You* a fait l'unanimité dans la salle. C'est l'histoire d'un exil forcé qui restera une douleur abstraite. Un film magnifique, à recommander.

Au programme de la soirée ciné rencontre du samedi 26 juillet, « Pour que vive l'espoir d'une paix juste et durable en Palestine », le film du réalisateur palestinien, Hany Abu Assad, *Omar*. Film fort et intense..

L'actualité au cœur des débats

Après la projection, une rencontre avec le public. Pour répondre à celui-ci, plusieurs intervenants. Florence Delaunay, députée des Landes, Taoufiq Tahani, président de l'AFPS, Yves Goaër et Moncef Chahed de l'AFPS Pau, Jackie Cerceau Melou, de la LDH Dax, Francis Melou, de Palestine 40/AFPS.

Conclusion de ces trois temps forts, nous confirmons que ce fut une belle réussite, une sensibilisation appréciée par le public présent, attentionné, souvent surpris par les réalités tragiques de l'actualité à Gaza.

Hael Al Fahoum, ambassadeur de la Palestine en France et Taoufiq Tahani, président de l'AFPS, ont pu apporter leur vision de cette actualité dramatique, et aider ainsi, à la compréhension bien nécessaire de ce long conflit.

Un grand merci au cinéma *Le Select* de Contis, pour son accueil fraternel. Merci à tous les intervenants pour leur participation. Merci à ce public militant et vacancier, qui a su apporter par sa présence, toute l'écoute nécessaire à l'actualité tragique en Palestine, à Gaza. ■

Pour Palestine 40/AFPS, Francis Melou

Rap pour la Palestine

Après avoir rencontré Jawad Siyam à Bourg-en-Bresse, Nadine, militante de l'AFPS de l'Ain s'est rendue à Silwan en septembre 2013, et l'idée de faire venir un groupe de jeunes rappers est née.

Silwan, situé au sud-est de la vieille ville est l'un des quartiers de Jérusalem-Est les plus densément peuplés et l'un des plus pauvres de la ville. La politique discriminatoire de la municipalité y est criante, les infrastructures comme les services publics sont négligées.

Les habitants de Silwan vivent jour et nuit dans la crainte de nouvelles agressions des colons et des incursions de la police dans leurs domiciles. Les enfants même très jeunes sont fréquemment arrêtés. C'est pour cette raison que Jawad Siyam a créé le centre Madaa, « Centre social et culturel » où les jeunes trouvent des points de repères à Silwan.

Le quartier de Silwan et le centre Madaa

La mission de Madaa est d'informer, d'impliquer, de responsabiliser les jeunes du quartier et de créer des réseaux communautaires en offrant des activités et des cours récréatifs, éducatifs et sociaux parmi lesquels le rap. C'est un moyen d'expression verbale et corporelle, une sorte d'exutoire et de résistance non violente pour ces adolescents empêchés d'étudier, de vivre en paix, de se déplacer, de voyager, d'accéder aux droits humains!

Le groupe « Dandara » a été constitué fin 2012 et a bénéficié du soutien du célèbre groupe de rap palestinien DAM, en particulier de son leader, Tamer Nafar. Après un premier CD et un clip à Silwan, un deuxième CD est en cours de réalisation.

Un projet chaotique

Dès novembre, les groupes locaux de Chambéry, Albertville, Lyon et Drôme-Ardèche ont répondu favorablement à notre proposition de recevoir le groupe « Dandara ». Le projet a reçu un soutien important du Conseil régional Rhône-Alpes, mais aussi du Conseil général d'Ardèche et de Savoie et des villes de Bourg-en-Bresse et de Cruas.

Leur séjour était initialement prévu du 18 au 30 juin et ils devaient participer à la fête de la musique à Bourg-en-Bresse 21 juin.

Mais le 17 juin, veille du départ, nous apprenons qu'ils n'ont pas de visas demandés au Consulat de France à Jérusalem malgré l'intervention de l'AFPS nationale.

Après un moment de découragement, nous décidons de faire intervenir le Conseil régional et le maire de Bourg-en-Bresse. Le 23 juin, enfin les visas sont accordés par le Consulat de France à Jérusalem. Reste à reprendre des billets d'avion en urgence. Le 25 juin, prévenus à 17 h que c'était fait, les jeunes décollaient de Tel Aviv à 23 h (après un long interrogatoire par la police israélienne) et arrivaient enfin à l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry le 26 à midi. Malheureusement, Albertville et Lyon n'ont pas pu s'adapter à ce nouveau programme.

Taymaa, Rawan, Hedaya, Mahmoud, Ali et Nassim, 3 filles et 3 garçons âgés de 15 à 19 ans accompagnés par Tala et Majd ont passé dix jours en Rhône-Alpes.

Partager leur musique

Le premier objectif de la tournée était de leur proposer de rencontrer d'autres jeunes artistes pour échanger, chanter et aussi composer ensemble. Les échanges ont été riches, permettant la rencontre de jeunes Palestiniens et de jeunes Français à travers un langage qui leur est commun : celui de la musique.

À Chambéry, le groupe a été accueilli par « Posse 33 », groupe de rap et de hip-hop incontournable en Savoie, pour une séance d'écriture croisée de rap. Ils ont enregistré ensemble un clip dans le studio de Posse 33. Nous vous invitons à l'écouter en cherchant « Posse33/Dandara - Voyage » sur internet. Deux temps festifs et artistiques en soirée ont permis aux jeunes rappers de présenter leur spectacle et d'échanger avec le public.

À Cruas, ils étaient la « tête d'affiche » d'une fête de la musique à laquelle ont également participé des groupes d'Algérie, du Liban et du Vanuatu. À Bourg-en-Bresse, une rencontre musicale a eu lieu à la salle de la Tannerie avec le groupe burgien « Plake Tournante ». Ils ont aussi enregistré en studio, nous attendons leur création avec impatience! Ils ont pu participer au rassemblement silencieux organisé par l'AFPS sur la Place de l'Hôtel-de-Ville chaque premier vendredi du mois.

Ils ont agrémenté la soirée du samedi de l'Université d'été de l'AFPS à Tournon. C'est avec une grande fierté qu'en plusieurs occasions ils ont dédié leur CD!



Le groupe « Dandara »

Sortir de leur quotidien

Un autre objectif était de leur permettre de sortir de leur pays et de leur environnement quotidien et de découvrir la France. La France représente pour eux un symbole fort. Leur premier sentiment marquant fut celui de la liberté de circuler : pas de check point, pas de soldats pour les contrôler.

Visite de la ville de Chambéry, rencontre des jeunes à la MJC et randonnée en montagne, découverte des gorges de l'Ardèche, fête de début de ramadan avec une association franco algérienne, canoë sur le plan d'eau de Bourgen-Bresse, journée à Lyon (avec une demande de temps libre des filles pour faire les boutiques, le mythe français est bien présent!), balade en bateau sur la Saône... Les activités n'ont pas manqué.

Cette tournée nous a permis de rencontrer et de collaborer avec des groupes, en particulier de jeunes qui ne participent pas aux actions de l'AFPS : MJC de Chambéry, foyer de jeunes de Cruas qui ont tenu la buvette, rencontres spontanées dans la rue... Ces rencontres ont permis de faire tomber des idées toutes faites : en France, il ne va pas de soi pour des adolescents et des jeunes adultes issus de quartiers populaires de trouver sereinement leur place et de construire leur vie d'adultes.

Chaque étape a donné lieu à de nombreux articles et à des émissions sur les radios locales au sujet des problèmes avec les visas dans un premier temps, puis lors de leur passage. Pour eux, ce fut un temps pour vivre des moments forts, loin de la violence de leur quotidien. Malheureusement, pendant qu'ils étaient là, Mohammad Abou Khdeir, jeune palestinien de Jérusalem-Est était brûlé vif. Pour eux, la fête avait un goût amer et ils sont retournés dans un Silwan plus soumis que jamais aux pressions de l'armée et des colons israéliens.

Et s'ils revenaient ?

Pendant leur séjour, les jeunes ont été reçus par M^{me} Véronique Moreira, vice-présidente du Conseil Régional Rhône-Alpes, chargée de la coopération décentralisée. Cette rencontre a donné l'idée à M^{me} Moreira de créer un lien entre Dandara et des jeunes artistes lyonnais. Nous attendons avec impatience le rendez-vous que nous aurons au mois d'octobre pour en discuter plus amplement et envisager de futures rencontres.

Cela est une très bonne nouvelle pour ces jeunes qui rêvent de revenir en France et aussi de visiter Paris et la tour Eiffel!

*Nadine Fontvieille, Claude Bardet
et Jacques Fontaine*

Néapolis

Kaddour Haddadi, est HK, « Citoyen du monde », et leader du groupe populaire « HK et les Saltimbanks », l'auteur-compositeur d'*On lâche rien* devenu l'hymne de La Gauche pendant la dernière campagne présidentielle. Un écrivain et un poète, à l'engagement généreux qui n'hésite pas à interpeller un philosophe académicien verbeux tenant des propos racistes mais ayant pignon sur rue ni le président de la République s'alignant sur la politique israélienne, à exprimer son indignation là où beaucoup se taisent de crainte d'être accusés d'antisémitisme.

Artiste engagé, Kaddour Haddadi est allé chanter en Palestine, y compris à Gaza, surtout à Gaza, en 2007. Le livre est né de ces moments passés là-bas, de ces rencontres inoubliables.

Néapolis est son deuxième roman. C'est aussi le nom romain de Naplouse. Ce n'est pas fortuit.

« Une parabole pleine de poésie qui se lit comme un roman policier » (Ed. Riveneuve)

À lire, absolument.



Françoise Leblon

Université d'été de l'AFPS

La septième « université d'été » de l'AFPS s'est tenue cette année à Tournon sur Rhône du vendredi 4 au lundi 7 juillet. Elle a rassemblé 85 adhérents venant de toute la France au lycée Marius Bouvier.

Les débats ont été d'une grande richesse avec la présence d'intervenants nouveaux et peu connus des militants :

Amir Hassan, jeune gazaoui qui vit en France depuis 9 mois, nous a parlé des pesanteurs et du dynamisme d'une société résiliente qui vit sous blocus depuis 7 ans, **Jalal Al Hussein**, chercheur à l'Institut Français du Proche-Orient d'Amman, a présenté la situation des réfugiés palestiniens et a présenté les perspectives d'un règlement, **Abaher Al Sakka**, professeur de sociologie à l'université de Bir Zeit, a suscité beaucoup de réactions des participants en présentant la perception par les Palestiniens de l'action de certaines ONG internationales et du mouvement de solidarité, **Efraïm Davidi**, membre du bureau politique du PC israélien, a montré comment l'économie israélienne tirait profit à tous les niveaux de l'occupation de la Palestine, **Véronique de**

Keyser, ex députée belge au Parlement européen, a parlé du lobbying et des moyens d'action du mouvement de solidarité pour faire entendre sa voix auprès de l'Union Européenne.

Cette partie studieuse a été agrémentée par des moments de convivialité avec : une soirée « poème et musique » autour de Mahmoud Darwich, un spectacle du groupe palestinien Dandara (6 jeunes rappers du quartier de Silwan à Jérusalem-Est), une rencontre avec 4 femmes palestiniennes de Beït Ommar et de la Vallée du Jourdain, une soirée avec le duo « Les Manbouss », des ardéchois qui nous ont enchantés avec leurs chansons à texte sur des airs de reggae.

Les conférences ont été enregistrées et sont visibles sur le site de l'AFPS : www.france-palestine.org/Universite-d-ete-AFPS-2014

Dans l'attente de la décision de la Cour d'appel de Caen

L'audience du procès en appel à Caen, concernant les militants d'Alençon poursuivis pour une action de boycott s'est tenue le 22 septembre. On attend le jugement pour le 24 novembre. Le procureur n'a pas repris le premier des deux chefs d'accusation qui pesait sur les inculpés, celui de la provocation à la discrimination, utilisé dans toutes les poursuites judiciaires que « recommande » la circulaire Alliot Marie (loi de 1881 sur la presse). Il a retenu en revanche le motif de « discrimination à raison de l'origine, l'ethnie ou la nationalité entrave à l'exercice d'une activité économique » (article 225 du code pénal), en s'appuyant notamment sur le retrait des produits des rayons pratiqué par les militants lors de cette action.

Nous appelons donc les groupes locaux à être prudents dans les formes d'action choisies et notamment pour le démarrage de notre campagne « Carrefour » (voir pages 2-3). Ce qui doit nous guider est l'efficacité de nos actions, un large rassemblement autour de celles-ci avec l'objectif de faire venir des citoyens – consommateurs sur nos positions. Évitez les formes d'action qui peuvent avoir des effets négatifs tant sur les consommateurs que les personnels des magasins, et qui nous mettent en risque inutile d'être à nouveau poursuivis. Plus que jamais il nous faut obtenir l'abrogation des circulaires Alliot-Marie et Mercier.

DF

Libérez Raed Abou Badawia !

Raed Abou Badawia, Franco-Palestinien, professeur de droit à l'université Al-Najah de Naplouse a été enlevé le 21 septembre à son domicile. Il est détenu en Israël à Pitah Tikva, en violation de la 4^e convention de Genève.

Dans l'immédiat, nous demandons aux autorités françaises de lui assurer la protection consulaire et de lui garantir l'assistance d'un avocat. Le gouvernement français devra agir fermement pour sa libération et rompre avec le laxisme qui avait été celui du gouvernement de l'époque lors de la détention inique de Salah Hamouri qui avait valu à ce dernier de passer 7 années en prison malgré le vide des accusations dont il était l'objet. La France doit agir pour secourir Raed. Elle ne peut continuer à être humiliée par le gouvernement israélien qui se moque du droit en prétextant le respect de la souveraineté d'Israël. Notre compatriote a en effet été enlevé en Palestine, en pleine zone A, en violation des accords d'Oslo que l'État d'Israël a signés.

Palestine Solidarité

octobre 2014

Trimestriel édité par l'Association France Palestine Solidarité (AFPS)

Directeur de publication :
Taoufiq Tahani

Comité de rédaction : Claude Bardet, Michel Basileo, Christiane Gillmann, Françoise Leblon, Jean-Marc Lévy, Guy Mallié, Marilyn Pacouret, Jean-Paul Roche

Président de l'AFPS :
Taoufiq Tahani

Maquette et mise en page :
Jean-Marc Lévy

CPPAP : N° 0504 G 83106

Imprimerie : Imprimerie du Bocage
443, rue Georges-Clemenceau
85170 Les Lucs-sur-Boulogne

Association France Palestine Solidarité
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris (M° Rue des Boulets)
Tél. : 01 43 72 15 79
Fax : 09 56 03 15 79
CCP : La Source 34 521 83 N

Palestine Solidarité

afps@france-palestine.org
www.france-palestine.org

Trimestriel indiquant la position de l'AFPS sur la question palestinienne et apportant des informations sur la vie de l'association, les activités de ses groupes locaux et celles de ses partenaires du mouvement de solidarité avec la Palestine. Quatre numéros par an.

Abonnement :
5 € pour les adhérents à l'AFPS
8 € pour les non adhérents
Abonnez-vous !